
SOMMAIRE EXÉCUTIF

DÉS MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

Édition révisée et augmentée



**UNE ÉTUDE COMPARÉE
DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE
EN CORÉE DU SUD
ET À TAIWAN**

**Edité par
LAWRENCE J. LAU**

**Forward by
LAWRENCE R. KLEIN**



LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE (CIDE) (INTERNATIONAL CENTER FOR ECONOMIC GROWTH/ICEG) est un institut à but non lucratif fondé en 1985 afin de stimuler les discussions au niveau mondial sur la politique économique, la croissance économique et la valorisation des ressources humaines. Il supporte des programmes de recherche, des publications et des conférences en collaboration avec un réseau international d'instituts correspondants. Ceux-ci distribuent les publications du Centre et celles d'autres membres du réseau à un public mondial s'intéressant aux politiques. Le programme de recherche et de publications est réparti en cinq catégories : les études de secteurs, les études de pays, les études sur la valorisation des ressources humaines et le bien-être social, les exposés réalisés selon les besoins de la demande, et les réimpressions.

Le Centre, affilié à l'Institut d'Etudes Contemporaines (Institute for Contemporary Studies/ICS), a son siège social à Panama et un bureau américain à San Francisco, en Californie.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter l'International Center for Economic Growth, 243 Kearny Street, San Francisco, California 94108, USA. Téléphone : (415) 981-5353 - Télécopieur : (415) 986-4878.

Comité de Direction du CIDE

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| Y. Seyyid Abdulai
<i>OPEC Fund for International
Development, Austria</i> | Woo-Choong Kim
<i>Daewoo Corp., Korea</i> |
| Abdlatif Al-Hamad
<i>Arab Fund for Economic and Social
Development, Kuwait</i> | Adalbert Krieger Vasena
<i>Argentina</i> |
| Nicolás Ardito-Barletta
<i>Chairman, Panama</i> | Pedro Pablo Kuczynski
<i>Peru</i> |
| Roy Ash
<i>Ash Capital Partnership, USA</i> | Agustín Legorreta
<i>Inverlat S.A., Mexico</i> |
| Bruce Babbitt
<i>Stephoe & Johnson, USA</i> | Sol Linowitz
<i>Coudert Bros., USA</i> |
| Raymond Barre
<i>France</i> | Jorge Mejía Salazar
<i>Colombia</i> |
| William Brock
<i>The Brock Group, USA</i> | Saburo Okina
<i>Institute for Domestic and International
Policy Studies, Japan</i> |
| Roberto Campos
<i>National Senator, Brazil</i> | Tomás Pastoriza
<i>Banco de Desarrollo Dominicano,
S.A., Dominican Republic</i> |
| Carlos Manuel Castillo
<i>Costa Rica</i> | John Petty
<i>American Czech & Slovak Enterprise
Fund, USA</i> |
| A. Lawrence Chickering
<i>International Center for Economic
Growth, USA (ex officio)</i> | Mohammad Sadli
<i>Indonesia</i> |
| Gustavo Cisneros
<i>Organización Cisneros, Venezuela</i> | Stephan Schmidheiny
<i>Anova A.G., Switzerland</i> |
| Roberto Civita
<i>Editora Abril, Brazil</i> | Hari Shankar Singhania
<i>J.K. Organization, India</i> |
| A. W. Clausen
<i>BankAmerica Corp., USA</i> | Anthony M. Solomon
<i>Institute for East-West Security Studies,
USA</i> |
| Antonio Garrigues Walker
<i>J & A Garrigues, Spain</i> | J. J. Vallarino
<i>Consejo Interamericano de Comercio y
Producción, Panama</i> |
| Mahbub ul-Haq
<i>Pakistan</i> | Amnuay Viravan
<i>Bangkok Bank Ltd., Thailand</i> |
| Robert B. Hawkins, Jr.
<i>Institute for Contemporary Studies,
USA</i> | Paul A. Volcker
<i>James D. Wolfensohn, Inc., USA</i> |
| Ivan Head
<i>University of British Columbia,
Canada</i> | |

— *Sommaire Exécutif* —

Des Modèles de Développement

Une étude comparée de la
croissance économique en
Corée du Sud et à Taiwan

Edition révisée et augmentée

Edité par
Lawrence J. Lau



Une publication du Centre International pour le Développement Economique

ICES PRESS
San Francisco, Californie

**©1993 Institut d'Etudes Contemporaines
(Institute for Contemporary Studies)**

Imprimé aux Etats-Unis d'Amérique. Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être utilisée ou reproduite de quelque manière que ce soit sans autorisation écrite, excepté dans le cas de courtes citations dans des critiques et des comptes rendus.

Le fait pour un ouvrage d'être publié signifie que le Centre International pour le Développement Economique a jugé que son contenu traitait avec compétence de sujets dignes de retenir l'attention du public. Les résultats, les interprétations et les conclusions d'une oeuvre sont exclusivement ceux de son auteur et ne devraient en aucun cas être attribués au CIDE, aux organisations auxquelles il est affilié, à son comité de direction ou aux organisations qui soutiennent le CIDE.

Les demandes de renseignements, les commandes de livres et les requêtes relatives à l'obtention de catalogues devraient être adressées à ICS Press, 243 Kearny Street, San Francisco, California 94108, USA. Téléphone : (415) 981-5353 - Télécopieur : (415) 986-4878.

Cette brochure est un sommaire exécutif du livre *Models of Development*, édité par Lawrence J. Lau, publié par ICS Press en 1990. Ce sommaire exécutif est également disponible en anglais.

Couverture illustrée par Melissa Bay Mathis.
Traduit par Gisèle Cervisi.

ISBN 1-55815-252-0

Table des Matières

Prologue	5
Préface	9
Résumé des conclusions	11
Une vue d'ensemble des <i>Modèles de développement</i>	15
Taiwan : l'histoire d'une réussite, de 1965 à 1981	17
La Corée du Sud : l'histoire d'une réussite, de 1965 à 1981	19
Une comparaison entre Taiwan et la Corée du Sud, de 1965 à 1981	21
L'économie de Taiwan dans les années quatre-vingt	26
L'économie de la Corée du Sud dans les années quatre-vingt	28
Quelques commentaires pour conclure	30
Un mot sur les collaborateurs de cet ouvrage	33

Table des matières du livre *Models of Development*

Chapitre 1	Introduction <i>Lawrence J. Lau</i>
Chapitre 2	Le développement de la République de Chine à Taiwan, de 1965 à 1981 <i>Ramon H. Myers</i>

- Chapitre 3 Le développement économique de la République de Corée,
de 1965 à 1981
Sung Yeung Kwack
- Chapitre 4 Le développement économique à Taiwan et en Corée du
Sud, de 1965 à 1981
Tibor Scitovsky
- Chapitre 5 L'économie de Taiwan, de 1981 à 1988 :
une période transitoire
Lawrence J. Lau
- Chapitre 6 L'économie de la Corée du Sud, de 1980 à 1987
Sung Yeung Kwack
- Chapitre 7 Conclusion
Lawrence J. Lau

Prologue

La Corée du Sud et Taiwan ont continué à faire des progrès économiques exceptionnels depuis la première publication de cette étude, et fondamentalement, les commentaires favorables que j'avais faits dans le prologue de cette première édition n'ont pas changé. Ces deux économies sont remarquables en ce sens qu'elles font partie des cas de pays assez prometteurs pour passer du statut d'un pays en voie de développement à celui d'un pays développé. D'ailleurs, un grand nombre de ceux qui connaissent bien les concepts "en voie de développement" et "développé" supposent déjà que ces deux pays sont en fait développés.

On possède certains renseignements intéressants qui permettent de tirer cette conclusion, en dehors des accomplissements observés dans les niveaux de production et les revenus élevés, dans les comptes solides d'échanges commerciaux internationaux et dans l'excellente qualité de leurs produits manufacturés. Ces deux pays vendent une variété d'articles de classe mondialement réputés pour leur raffinement.

Auparavant, on attribuait leur position assurée dans le commerce mondial à des taux de change avantageux qui étaient principalement liés au dollar U.S. Au cours des quelques dernières années on a permis au nouveau dollar de Taiwan et au won de la Corée du Sud de reprendre de la valeur, ainsi que l'auraient fait les devises des "membres du club" dans des circonstances similaires. Il est vrai que les banques centrales et les trésoreries respectives ont emprunté avec beaucoup de prudence une voie vers la revalorisation des monnaies et il est également vrai que les Etats-Unis les ont convaincues d'agir de la sorte ; en tout cas, les devises ont réellement augmenté de valeur et les deux pays continuent à bénéficier

d'une saine croissance menée par les exportations ; tous deux ont pris les mesures qui s'imposaient et ils ont réalisé des accroissements substantiels dans la valeur de leurs monnaies contre le dollar U.S.—approximativement 40 % dans le cas du nouveau dollar de Taiwan et 25 % dans celui du won de la Corée du Sud. Avec une monnaie revalorisée, ces deux pays ont atteint une performance meilleure que ne l'auraient pensé leurs dirigeants.

Pour tenir compte d'une concurrence accrue des Etats-Unis, de l'Europe occidentale, du Japon et de l'Australie, ainsi que d'autres économies nouvellement industrialisées, ces deux pays continuent à se retrouver avec des surplus commerciaux importants, à assurer le service de leur dette, à montrer une croissance véritable très forte et à maintenir leurs prix domestiques sur une voie à tendance stable. Ces accomplissements dénotent une sorte de maturité économique. Il sera même plus difficile pour eux de se développer par le seul moyen des exportations.

Bien que leurs prix s'accroissent de façon modérée, il ne semble pas que Taiwan et la Corée du Sud souffrent de circonstances caractérisées par une inflation accélérée. Mais les temps ont changé. Dans ces pays, la main-d'oeuvre fait de gros efforts pour accepter de bas salaires afin de prendre pied sur le commerce international au moyen de prix concurrentiels. Il est tout à fait normal que les ouvriers demandent maintenant de meilleurs salaires afin de mieux profiter des fruits de leur travail. Les majorations de salaires sont maintenant plus élevées, et un accroissement important de la productivité constitue la seule manière de maintenir les prix à des niveaux compétitifs. Par conséquent, l'effort et l'ingéniosité des ouvriers, aidés par l'esprit d'entreprise, sont mis au défi de surmonter la valeur d'échange en hausse de leurs devises et de continuer à vendre des produits manufacturés sur les marchés mondiaux. Pendant les quelques premières années de ce défi lancé dans les nouvelles conditions en question, ces deux pays ont merveilleusement bien réussi, et nous avons toutes les raisons de croire que cette réussite va continuer.

Les Etats-Unis ont fait pression sur Taiwan et sur la Corée du Sud pour qu'ils libéralisent leurs politiques commerciales, qu'ils importent davantage de produits américains, et qu'ils se tournent, plus qu'ils ne le faisaient dans le passé, vers une expansion économique domestique. Dans une certaine mesure, la Corée du Sud a atteint le statut d'une économie internationale de poids en supportant les Jeux Asiatiques en 1986 et les

Jeux Olympiques en 1988. Les Etats-Unis ont à plusieurs reprises sollicité la participation de Taiwan, jointe à d'autres pays "développés", pour résoudre le problème de la dette dans les pays en voie de développement. La Corée du Sud a remboursé sa dette extérieure avant les délais requis. Plus que toute autre chose, c'est en faisant preuve de maturité dans leurs réponses à ces demandes et à ces pressions extraordinaires que ces deux économies arrivent à se placer dans la classification internationale la plus avancée.

A bien des égards, Taiwan et la Corée du Sud empruntent la route économique suivie par le Japon, et les similarités avec ce pays en matière d'éducation sont frappantes. Nous, les éducateurs, sommes arrivés à apprécier la qualité supérieure des accomplissements académiques à Taiwan et en Corée du Sud ; leurs établissements scolaires sont impressionnants. Les performances de leurs étudiants en compétition internationale et dans leurs accomplissements scolaires à un niveau insurpassable sont tout à fait remarquables. Les accomplissements scolaires ont joué un rôle plus que positif dans le fait que le Japon a atteint le statut économique le plus élevé au monde, et je peux voir les mêmes forces opérer à Taiwan et en Corée du Sud. A bien des égards, les performances que j'observe personnellement dans l'enseignement supérieur des universités américaines me rappellent les performances similaires des étudiants japonais des années cinquante et soixante.

Le fait qu'une seconde édition de ce livre s'impose démontre à quel point, dans le monde entier, les lecteurs du domaine économique s'intéressent beaucoup aux deux réussites analysées dans la présente étude. On observe un désir certain de connaître, dans les détails et de manière perspicace, le plus possible des facteurs qui ont rendu possibles les accomplissements de Taiwan et de la Corée du Sud. De nombreuses économies, celles du Tiers-Monde et celles à planification centrale, veulent imiter ces deux cas.

Lawrence R. Klein
Lauréat du Prix Nobel en Sciences Economiques

Préface

Nous sommes ravis de publier ce sommaire exécutif de l'édition révisée et augmentée de *Models of Development*. Les changements considérables qui ont eu lieu en Corée du Sud, à Taiwan, et dans le monde entier depuis que la première édition du livre a été publiée en 1986, font de ce sommaire exécutif une publication importante.

Au cours des quatre dernières décennies, les pays du Bassin du Pacifique ont battu des records extraordinaires en performance économique. L'expérience des "quatre tigres"—Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan—offre un contraste marquant avec la stagnation ou le déclin qu'ont connu beaucoup d'autres pays en voie de développement. Parmi les quatre pays en question, la Corée du Sud et Taiwan possèdent des qualités politiques, démographiques et géographiques qui sont généralement davantage représentatives des pays du Tiers-Monde et fournissent ainsi de meilleurs exemples pour d'autres pays en voie de développement. Ce livre se concentre plus particulièrement sur les politiques économiques qui peuvent être adoptées dans d'autres cadres politiques et sociaux.

Nous sommes persuadés que cette édition plaira autant au public que la première et que les expériences de la Corée du Sud et de Taiwan intéresseront beaucoup d'autres pays. En fait, la première édition a été traduite en espagnol et en chinois dans la République Populaire de Chine et la République Chinoise à Taiwan.

Nicolás Ardito-Barletta

Directeur Général

Centre International pour le Développement Economique

Panama, République de Panama
Septembre 1990

Résumé des conclusions

Au cours des quatre dernières décennies, les “quatre tigres”—le nom auquel répondent Hong Kong, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud—ont battu des records extraordinaires en performance économique. Parmi ces pays, la Corée du Sud et Taiwan possèdent des qualités démographiques, politiques et socio-économiques qui sont généralement davantage représentatives des pays du Tiers-Monde. Ce livre se concentre sur la réussite économique de ces deux pays et sur les politiques économiques responsables de cette réussite.

1. La réussite économique de Taiwan et de la Corée du Sud peut être attribuée à trois facteurs essentiels :
 - La confiance dans l’entreprise privée
 - L’établissement de l’autorité de la loi dans la sphère économique
 - L’existence de la concurrence domestique et internationale
 - La présence simultanée de ces trois facteurs est importante : par exemple, la confiance dans l’entreprise privée sans concurrence peut entraîner des monopoles privés et les inefficacités qui en découlent.
2. Dans les politiques importantes et dans les domaines relatifs aux politiques, on peut observer à Taiwan et dans la Corée du Sud des similitudes clés, de même que certaines différences :

- La promotion des exportations a été la pierre angulaire de la croissance économique de Taiwan et de la Corée du Sud.
 - Tous deux ont adopté des politiques réalistes relatives aux taux d'intérêt. Toutefois, la Corée du Sud n'a pas aussi bien réussi que Taiwan à mobiliser l'épargne domestique pour l'investissement ; les capitaux étrangers ont fourni une source importante de fonds d'investissement. Cependant, dans les années quatre-vingt, le taux de l'épargne a augmenté considérablement en Corée du Sud, dépassant ainsi l'investissement, et le compte courant est passé d'une position déficitaire à une position excédentaire.
 - Ces deux pays avaient un budget fiscal en surplus et ils ont maintenu des taux de change réalistes.
 - Les devises de la Corée du Sud ont fait l'objet de dévaluations plus fréquentes, et Taiwan a connu une plus grande stabilité des prix et de la croissance du PIB réel.
3. Les philosophies qui soutenaient les stratégies de développement des deux pays étaient différentes dans des domaines importants. Une différence notable concerne leurs vues fondamentalement opposées sur le rôle du gouvernement.
- Le gouvernement de la Corée du Sud avait un rôle très actif dans le contrôle des forces du marché, alors que le gouvernement de Taiwan avait tendance à faire surtout confiance au fonctionnement du marché libre.
 - Les deux pays ont mis en pratique une variété de contrôles économiques mais l'influence gouvernementale dans les affaires économiques était beaucoup plus ouverte et plus pénétrante en Corée du Sud où la structure de planification économique était beaucoup plus large, plus centralisée et plus complexe.
4. L'un des résultats de cette différence en stratégies de développement c'est que la Corée du Sud a généralement un niveau

plus élevé en concentration industrielle—moins de compagnies par industrie—que Taiwan.

- A Taiwan, l'absence d'une politique pour encourager les grosses entreprises et l'empressement du gouvernement à laisser les forces du marché agir après avoir sauvegardé des conditions propices à la croissance économique, a constitué le facteur le plus important dans la prédominance des petites entreprises et la concentration industrielle réduite.
 - Cependant, en Corée du Sud, le gouvernement a consciemment encouragé les grosses entreprises—et la concentration industrielle élevée—aux dépens des petites entreprises. Par exemple, le crédit était subventionné et alloué aux grosses entreprises ; il était courant qu'elles bénéficient d'avantages fiscaux et d'effets dissuasifs.
5. L'orientation de Taiwan vers un marché libre a produit une distribution plus équitable des revenus qu'en Corée du Sud. Cette distribution plus équitable provient de six facteurs :
- Une réforme foncière qui a amélioré la distribution des terres et encouragé une productivité accrue
 - Un niveau élevé de l'emploi qui a augmenté la part des revenus de la main-d'oeuvre
 - Un niveau d'éducation en hausse qui a permis de réduire l'inégalité des revenus
 - Des politiques fiscales visant à la redistribution
 - Des dépenses pour le bien-être social, la santé et l'éducation conçus au profit des économiquement faibles
 - Des entreprises de petite taille répondant à la moyenne, ce qui leur a permis une entrée facile et a limité les bénéfices excessifs.

6. Dans les années quatre-vingt, ces deux économies ont connu une libéralisation économique et une démocratisation accrues. Les prospects d'une croissance continue dans ces deux pays demeurent réels. La période d'agitation qu'ils connaissent ressemble à ce que le Japon a connu dans les années soixante. La spéculation rampante sur le marché des valeurs et celui des placements immobiliers sont les seuls nuages menaçants qui apparaissent à l'horizon. Alors que nous nous apprêtions à publier cette étude, en septembre 1990, l'indice moyen de la Bourse de Taiwan avait perdu 70 pour cent de sa valeur depuis le début de l'année civile.

Une vue d'ensemble de *Modèles de Développement*

Toute comparaison internationale en performance économique durant le dernier quart de siècle fait invariablement ressortir quatre pays : Hong Kong, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud. Tandis que leurs économies étaient à la traîne derrière celles du Japon et de l'Occident industrialisé en revenu et consommation réels par tête, elles se plaçaient bien avant toutes les économies, y compris celles du Japon et de l'Occident industrialisé, quant aux autres indicateurs de dynamisme. Tous quatre se distinguent par leurs taux de croissance en revenu et consommation réels par tête, par leurs taux réduits d'inflation et de chômage, et par des indicateurs en bien-être social tels que l'espérance de vie et le degré d'alphabétisation. En fait, Hong Kong, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud ont tellement bien réussi pendant les deux dernières décennies qu'on se réfère, en parlant de ces pays, aux "quatre tigres", ou aux "quatre petits dragons" ou encore au "gang des quatre".

A quoi doivent-ils leur réussite quand d'autres pays en voie de développement luttent encore pour arriver tout juste à subvenir ? Même en tenant compte de taux de croissance s'échelonnant entre 8 et 10 pour cent par an au cours du dernier quart de siècle, la chance ne peut pas être à elle seule responsable des taux élevés et durables de croissance économique. Il est évident que Hong Kong, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud doivent tous faire ce qui convient. Bien sûr, chacun des quatre pays possède une histoire unique, fait face à une multitude de forces économiques, politiques, sociales et environnementales, et dispose d'un ensemble unique

de ressources. Identifier les facteurs importants de leur réussite et évaluer la contribution effective de chaque composante est une tâche compliquée.

Toutefois, une analyse individuelle de chaque pays ne nous mène pas assez loin. Notre désir de voir quels facteurs Hong Kong, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud ont *en commun* constitue pour nous une raison majeure d'analyser les facteurs qui ont contribué à leur réussite. A l'origine, les conditions existant dans ces quatre pays étaient-elles comparables ? Leurs politiques économiques sont-elles similaires ? Leurs environnements institutionnels sont-ils semblables ? Et, ce qui est particulièrement important, quelles politiques à succès, si tel est le cas, peut-on trouver dans ces quatre pays ?

Le but final c'est de vérifier si à partir de leur réussite il est possible de faire ressortir certains principes généraux. Certains facteurs sont-ils plus importants et d'autres le sont-ils moins ? Jusqu'à quel point certaines politiques économiques ont-elles contribué à la croissance ? Quelles politiques ont été les plus cruciales dans le processus de développement ? Certains environnements institutionnels provoquent-ils, plus que d'autres, une croissance économique ?

Toutefois, même si on peut trouver ces principes généraux, le problème du transfert demeure. Les mêmes stratégies marcheront-elles dans d'autres pays en voie de développement ? Si on adopte des politiques économiques similaires ailleurs, obtiendra-t-on la même réussite ? Ou bien, ces politiques sont-elles uniques quant aux bénéfices qu'elles apportent à ces économies ? Ces questions sont ardues mais cruciales.

Les expériences de Hong Kong et Singapour, qui sont à la fois des villes et des états et dépendent substantiellement d'une géographie et d'une histoire uniques, ne présentent, dans une large mesure, aucun intérêt pour la majorité des pays en voie de développement. Par contraste, les conditions existant à l'origine en Taiwan et dans la Corée du Sud étaient semblables à celles de la majeure partie d'autres pays en voie de développement, et leurs ressources naturelles et dotations étaient mêmes plus pauvres que la plupart d'entre eux. Par conséquent, il est probable que leurs expériences soient plus intéressantes pour d'autres pays que celles de Hong Kong et de Singapour.

Taiwan : l'histoire d'une réussite, de 1965 à 1981

Ramon H. Myers décrit et analyse la croissance économique à Taiwan entre 1965 et 1981. Parmi les questions traitées, il discute du développement des institutions financières de Taiwan, de la structure de sa planification économique et de ses stratégies, de la stabilité de l'économie et des changements dans la distribution des revenus. L'économie de Taiwan a atteint une moyenne annuelle de 9,4 pour cent en croissance réelle du produit national brut (PNB) entre 1965 et 1981. De nombreux facteurs ont contribué à cette croissance remarquable : Taiwan avait une infrastructure relativement moderne—un héritage de l'occupation japonaise de 1895 à 1945—sous forme de routes, de chemins de fer, de ports et autres du même genre sur lesquels le pays pouvait bâtir. Tout au long des années cinquante et au début des années soixante, Taiwan a également reçu des Etats-Unis une aide économique et militaire substantielle qui a contribué à la création de conditions économiques et politiques stables permettant à l'économie de prospérer. Même quand les Etats-Unis ont cessé d'aider directement Taiwan en 1965, ils ont continué à contribuer à l'économie de ce pays par le commerce, l'investissement direct, le transfert de la technologie et par l'éducation et la formation d'étudiants avancés. Taiwan a également eu la chance de pénétrer le marché mondial au moment d'une expansion commerciale rapide. Cependant, sous beaucoup d'aspects, deux politiques économiques innovatives à l'époque ont joué un rôle décisif dans la transformation de Taiwan, société agricole tranquille, en une société industrielle florissante. Ces deux politiques concernaient la promotion des exportations et la libéralisation des taux d'intérêt.

La sagesse qui prévalait au cours des années cinquante et au début des années soixante préconisait que pour s'accroître, les pays en voie de développement avaient besoin d'adopter une stratégie de substitution aux importations, c'est-à-dire la production domestique (sous protection éventuelle) de produits qui avaient été importés. Les planificateurs de Taiwan ont, au contraire, choisi de promouvoir les exportations, fixant un taux de change proche du taux d'équilibre du marché, tout en réduisant ou en éliminant les tarifs d'importation et les quotas sur les biens de production. Résultat, les exportations sont montées en flèche, passant de 449,7 millions de dollars U.S. en 1965 à 22.611,2 en

1981, ce qui représente un accroissement phénoménal grâce auquel l'économie a prospéré.

Là encore, défiant la sagesse conventionnelle du moment, les planificateurs économiques de Taiwan ont, au début des années soixante, fixé les taux d'intérêt proches des taux d'équilibre du marché, qui ont en outre rapporté aux épargnants un taux de rentabilité réel positif. Il en a résulté qu'au cours des deux décennies qui ont suivi on a observé à Taiwan une majoration énorme de la proportion de l'épargne par rapport aux revenus. Par exemple, l'épargne nationale brute représentant un pourcentage du PNB, est passée en gros de 20 pour cent en 1965 à 35 pour cent en 1973, avec une légère baisse à 31 pour cent en 1981. Ainsi que le suggèrent les chiffres de 1965, il semble que le peuple de Taiwan ait, de par sa culture, une prédilection pour l'épargne, et de ce fait le taux de l'épargne a toujours été relativement élevé une fois qu'un seuil de revenu réel par tête a été atteint. Mais les politiques réalistes de ce pays sur les taux d'intérêt ont poussé les taux de l'épargne encore plus loin. En fait, l'épargne domestique a pu, à elle seule, fournir virtuellement l'ensemble considérable des fonds destinés à l'investissement qui était tellement crucial à l'accumulation de capital et à la croissance de Taiwan.

Ces deux stratégies jumelles, dans la promotion des exportations et les taux d'intérêt réalistes, ont non seulement causé une croissance économique importante à Taiwan, mais également une amélioration formidable du standard de vie du citoyen moyen. Le peuple de Taiwan s'est retrouvé mieux nourri, mieux éduqué et mieux logé. Contrairement aux prédictions de la plupart des théories en développement économique, il a aussi profité d'une distribution des revenus parmi les plus équitables au monde. Le degré de l'inégalité des revenus dans les foyers à Taiwan a diminué au fur et à mesure que la croissance économique du pays a prospéré.

Myers cite un nombre de facteurs qui ont contribué à cette tendance étonnante. Premièrement, la réforme foncière vers la fin des années quarante et le début des années cinquante a provoqué une croissance des revenus dans les foyers ruraux en améliorant la distribution des terres et en encourageant une productivité accrue. Deuxièmement, le taux élevé de l'emploi, entre 1965 et 1981, a augmenté la part des revenus de la main-d'oeuvre et réduit l'écart entre les salaires des ouvriers qualifiés et ceux des ouvriers non qualifiés. Troisièmement, l'accroissement à Taiwan

du niveau moyen d'éducation a permis de réduire l'inégalité des revenus. Myers commente, par exemple, que la proportion des étudiants inscrits dans les établissements dont le niveau d'enseignement est postérieur au niveau secondaire s'est élargie de 4,5 à 20,1 pour cent du nombre total des étudiants sur une période de quinze ans, du milieu des années soixante au début des années quatre-vingt. Cette tendance a apporté une augmentation correspondante de la part des revenus de la main-d'oeuvre.

Quatrièmement, Myers fait remarquer que le gouvernement de Taiwan a créé un nombre de politiques fiscales visant à la redistribution. Par exemple, il a prélevé des droits de consommation plus élevés et imposé des tarifs sur les articles de luxe, et il a promulgué des lois sur les impôts relatifs à la propriété et aux dons. Cinquièmement, le gouvernement a conçu son bien-être social, ses soins médicaux et ses dépenses éducatives de façon à ce qu'ils profitent surtout aux économiquement faibles. Finalement, la petite taille des compagnies à Taiwan a permis aux entrepreneurs de se lancer plus facilement dans les affaires et elle a établi un plafond des bénéfices réalisés par chaque compagnie individuelle. Ces deux phénomènes ont eu pour effet la réduction de la concentration des revenus.

La Corée du Sud : l'histoire d'une réussite, de 1965 à 1981

Sung Yeung Kwack aborde beaucoup des mêmes questions dont discute Myers, mais appliquées à la Corée du Sud. Il examine en détail les prix, les taux de change et la politique monétaire, le développement des marchés financiers, l'investissement, l'épargne et les taux de rentabilité, les relations extérieures de la Corée du Sud et la façon dont ce pays distribue ses revenus. Sous beaucoup d'aspects, l'histoire de la réussite de la Corée du Sud ressemble fortement à celle de Taiwan. La Corée du Sud a commencé les années soixante dans des conditions extrêmement sous-développées. Le pays était pauvre et politiquement instable et il possédait très peu de ressources apparentes. Les planificateurs de la Corée du Sud avaient aussi choisi d'opter pour la promotion des exportations plutôt que pour une substitution aux importations. Tout comme Taiwan, le pays a profité de son entrée sur le marché mondial à un moment propice, il a bénéficié des routes et des ports construits par les Japonais (mais il a également souffert

des destructions de la Guerre de Corée), et il a été le récipiendaire d'une aide économique et militaire substantielle de la part des Etats-Unis. L'économie de la Corée du Sud s'est accrue très rapidement à une moyenne annuelle de 8,7 pour cent de croissance réelle du PNB entre 1965 et 1981.

Tout comme leurs homologues de Taiwan, les planificateurs économiques de la Corée du Sud ont eu pour but de mobiliser l'épargne domestique en établissant des taux d'intérêt réalistes et en maintenant des taux positifs réels de rentabilité pour les épargnants. Dans ce domaine, le succès de la Corée du Sud, bien qu'elle ait réussi, n'a pas été aussi complet que celui de Taiwan. Le capital étranger a constitué une source très importante de fonds d'investissement pour le pays, surtout vers la fin des années soixante et de nouveau vers la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt. La proportion du capital étranger dans l'ensemble de la formation de capital est restée très élevée. Elle était de 21,6 pour cent en 1979, 32,4 pour cent en 1980, et 30,4 pour cent en 1981. Kwack en attribue la responsabilité à deux facteurs : les paiements d'intérêts et les prix du pétrole.

Tout d'abord, les paiements d'intérêts sur les dettes extérieures—y compris les remboursements des bénéfices dûs aux investisseurs étrangers—ont augmenté rapidement au cours de la période en question. Ils sont montés en flèche pendant les années soixante-dix (passant de 75 millions de dollars U.S. en 1970 à 3.689 millions en 1981). Ensuite, les prix du pétrole ont brusquement augmenté dans les années soixante-dix, et les importations de pétrole en ont fait autant, ce qui a créé des factures d'importation énormes.

Le taux de l'épargne domestique en Corée du Sud est resté hésitant entre la fin des années soixante et le début des années quatre-vingt. Dans l'ensemble il s'est accru, mais il n'est jamais arrivé au niveau du taux de Taiwan. Le rapport entre l'épargne du secteur privé et l'épargne globale était de 38,1 pour cent en 1965 et 47,1 en 1971, pour atteindre un taux élevé de 71,6 pour cent en 1977. Les compagnies ont joué un rôle plus important que les foyers dans la formation de l'épargne privée.

La croissance économique en Corée du Sud a apporté des améliorations considérables dans le standard de vie des Sud-Coréens. Ils mangeaient mieux et vivaient plus longtemps et plus confortablement dans les années quatre-vingt qu'ils ne l'avaient fait dans les années soixante. Toutefois,

contrairement à Taiwan, l'inégalité des revenus ne s'est pas améliorée—jusqu'à un certain point elle a même légèrement empiré.

Une comparaison entre Taiwan et la Corée du Sud, de 1965 à 1981

Myers et Kwack révèlent d'autres similitudes entre Taiwan et la Corée du Sud. Premièrement, à l'origine et à la veille de leur lancée économique, les conditions et les dotations de ces deux pays étaient similaires. Ils ont tous les deux connu des réformes foncières réussies. Leurs économies respectives étaient, et sont toujours, pauvres en ressources naturelles. Tous deux ont subi les menaces militaires d'adversaires agressifs—de l'autre côté du détroit de Taiwan d'une part et au-delà du trente-huitième parallèle d'autre part—et ils ont dû ainsi consacrer à la défense une grande partie de leur budget national. Deuxièmement, ces deux économies possédaient un environnement économique propice à la croissance économique. Qu'il s'agisse de Taiwan ou de la Corée du Sud, tous deux ont, au moins la plupart du temps, bénéficié d'une stabilité politique et sociale considérable à laquelle s'est ajoutée une mobilité économique. Leurs gouvernements s'étaient fortement engagés à faire du développement économique leur objectif national. On pouvait aussi observer des mécanismes effectifs et efficaces quant à la prise de décisions dans le domaine social. Ces facteurs combinés ont fait que sur de longues périodes les politiques consistantes et continues qui ont été ainsi maintenues ont permis un climat sans risque et favorable aux investissements à la fois domestiques et étrangers.

Troisièmement, Taiwan et la Corée du Sud avaient approximativement une économie similaire. Nous avons déjà mentionné le remplacement de la substitution aux importations par la promotion des exportations et le maintien d'un taux d'intérêt réaliste comme politiques centrales partagées par ces deux pays. D'autres politiques communes comprennent le maintien d'un taux de change réaliste et des surplus dans le budget fiscal (la plupart du temps). Au moyen de ces politiques, les deux économies ont été capables d'exploiter leurs avantages comparatifs en développant des industries de transformation à forte intensité de main-d'œuvre et orientées vers le marché mondial. Ces industries ont été établies avec les fonds d'investissement procurés par le volume élevé de l'épargne privée générée par un

taux d'intérêt nominal réaliste et, à travers le développement des standards du pays, par un taux d'inflation relativement bas.

Malgré leurs similarités en performances et en politiques, l'économie de Taiwan et celle de la Corée du Sud présentaient aussi des différences importantes. La différence la plus marquante, ainsi qu'il a été noté ci-dessus, concernait la distribution des revenus. Dans la Corée du Sud, et ainsi que le prédisent la plupart des théories de développement, les revenus étaient tout à fait concentrés. Toutefois, Taiwan a fourni un exemple contraire important : en dépit de taux de croissance et de formation de capital très élevés, la distribution des revenus est devenue beaucoup plus égale entre 1965 et 1981. En d'autres termes, les économiquement faibles à Taiwan ont reçu des bénéfices disproportionnés de la croissance économique. En conséquence, l'amélioration de leur standard de vie, ainsi qu'elle apparaît dans le taux de croissance de leur consommation réelle par tête, était plus grande que l'amélioration du standard de vie qu'on a pu noter parmi les mêmes groupes en Corée du Sud. Il est certain que l'expérience de Taiwan a été constamment citée comme exemple, pour les pays en voie de développement, de la manière dont on peut réaliser *à la fois* croissance et équité. Sans aucun doute, la réussite de Taiwan dans ce domaine était due, au moins en partie, au fait que les dirigeants du pays ont concentré leurs efforts à réhausser les "moyens d'existence du peuple", c'est-à-dire le standard de vie du citoyen moyen, à travers leur idéologie des "trois principes du peuple".

Une seconde différence majeure entre Taiwan et la Corée du Sud était relative à la stabilité des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel et de l'inflation. Malgré des taux de croissance moyens comparables, la croissance de Taiwan entre 1965 et 1981 était, en moyenne, plus stable que celle de la Corée du Sud. A cause des différences dans les politiques monétaires observées par leurs banques centrales respectives, les performances de Taiwan quant au maintien de la stabilité des prix ont été meilleures que celles de la Corée du Sud.

Une troisième différence majeure entre Taiwan et la Corée du Sud concernait la gestion de leurs positions financières internationales respectives. La Corée du Sud a dû plusieurs fois dévaluer ses devises entre le milieu des années soixante et le début des années quatre-vingt, tandis que Taiwan était capable de maintenir son taux de change sur une petite marge

d'environ 10 pour cent au cours des mêmes années. En outre, en dépit de l'existence dans les deux pays, de règlements similaires concernant le marché des devises, le taux de change officiel à Taiwan était, la plupart du temps, très proche du taux d'équilibre. Le taux de change au marché noir à Taiwan était virtuellement le même que le taux officiel. Ces facteurs ont produit davantage de stabilité à Taiwan dans les secteurs de l'économie affectés par des transactions financières internationales.

Il est remarquable que la Corée du Sud ait beaucoup compté sur des emprunts internationaux pour financer ses investissements, alors que Taiwan ne s'est servi d'emprunts internationaux qu'avec modération, se reposant principalement sur l'épargne domestique. Il en a résulté pour Taiwan un endettement extérieur beaucoup plus bas que celui de la Corée du Sud. Comme pour la stabilité des prix, on peut attribuer la différence entre les positions financières internationales des deux économies à la dissimilitude des objectifs poursuivis et des politiques adoptées par leurs banques centrales respectives.

Une quatrième différence majeure entre Taiwan et la Corée du Sud concernait le degré de concentration industrielle de chaque pays. Au début des années quatre-vingt, l'économie de la Corée du Sud était dominée par les conglomerats de grande taille connus sous le nom de *chaebols*, copiés sur le modèle des *zaibatsus* japonais. Les dix plus grands groupes industriels de la Corée du Sud ont produit 75 pour cent du PIB du pays. En revanche, Taiwan avait littéralement des centaines de milliers d'entreprises indépendantes qui se faisaient toutes de la concurrence. Les entreprises industrielles de Taiwan étaient loin d'atteindre la taille de celles de la Corée du Sud. Reste à savoir si une concentration à un niveau élevé présente un avantage en croissance économique. Cependant, il est facile de voir que la concentration industrielle a dû contribuer de façon considérable à une plus grande inégalité des revenus en Corée du Sud.

On peut attribuer en partie la différence en concentration industrielle aux efforts accomplis par les planificateurs économiques sud-coréens pour réaliser des économies d'échelle. Le gouvernement de la Corée du Sud a aussi eu un rôle très actif dans son contrôle des forces du marché. Par contraste, le gouvernement de Taiwan avait relativement tendance à se reposer davantage sur le fonctionnement du marché libre. Toutefois, la différence n'est qu'une question de degré : selon les standards des économies

occidentales industrialisées avancées, ces deux gouvernements pourraient être considérés comme étant interventionnistes.

Tibor Scitovsky fournit une comparaison détaillée du développement des deux économies en question. Il discute longuement des philosophies qui ont guidé le développement économique de Taiwan et de la Corée du Sud, en rattachant ces philosophies à la taille moyenne des affaires et au degré d'inégalité des revenus dans chaque pays. Ainsi que nous en avons discuté plus haut, Taiwan et la Corée du Sud ont poursuivi des stratégies de développement économique tout à fait similaires. Cependant, les philosophies qui ont inspiré les stratégies étaient différentes sous plusieurs aspects importants et leurs résultats ont été uniques.

Selon Scitovsky, la différence fondamentale entre la philosophie sur le développement à Taiwan et celle qui a été suivie par la Corée du Sud réside dans leurs points de vue sur le rôle que doit jouer le gouvernement. En particulier, les efforts du gouvernement pour contrôler l'entreprise privée étaient beaucoup plus considérables en Corée du Sud qu'à Taiwan. Sans aucun doute, ce dernier a créé une variété de contrôles économiques mais ceux-ci avaient tendance à être plus sélectifs et moins importuns qu'en Corée du Sud. Tandis que la Corée du Sud s'efforçait de mettre rigoureusement en vigueur une liste détaillée "des choses à faire et à ne pas faire" en économie, Taiwan se tournait vers la création d'un environnement économique propice à la croissance.

Le résultat d'une telle position à Taiwan a favorisé la prolifération des compagnies de petite taille, en faisant en sorte qu'elles le demeurent. Par exemple, la politique monétaire de Taiwan a eu des effets indirects importants sur le développement des petites compagnies. Étant donné que le marché du crédit était relativement ouvert, il était relativement facile pour une petite compagnie d'obtenir un financement et de démarrer. De plus, des taux d'intérêt réalistes ont limité les bénéfices des entreprises commerciales, causant des taux de croissance ralentis pour les firmes individuelles et permettant ainsi d'empêcher les très grandes firmes d'évincer les petites.

À Taiwan, des facteurs tels que la propriété publique d'industries à tendance monopolistique (l'électricité, par exemple) et l'établissement de parcs et de quartiers industriels qui fournissaient une variété d'avantages pour les firmes naissantes, ont encouragé la présence de nombreuses entreprises de petite taille. Mais le facteur le plus important dans la

préservation de beaucoup de petites entreprises à Taiwan a été l'absence de politiques qui auraient encouragé la croissance des grandes entreprises et le désir de la part du gouvernement de laisser les forces du marché agir une fois que les conditions propices à la croissance économique étaient réalisées.

Les avantages d'avoir un grand nombre de petites entreprises sont nombreux. Scitovsky soulignent que les petites firmes s'adaptent mieux que les grandes aux conditions changeantes. Qui plus est, les petites entreprises aident à préserver un marché compétitif et l'esprit d'entreprise. Toutefois, chose encore plus importante, la surabondance de petites entreprises à Taiwan a joué un rôle primordial dans la réduction de l'inégalité des revenus dans le pays.

Sous cet aspect, l'histoire de la Corée du Sud est très différente de celle de Taiwan. La Corée du Sud avait tendance à avoir beaucoup moins de petites entreprises et une distribution des revenus considérablement moins équitable. L'influence du gouvernement dans les affaires économiques était beaucoup plus ouverte et détaillée en Corée du Sud qu'à Taiwan. La structure de la planification économique était beaucoup plus grande et plus complexe en Corée du Sud. Les facteurs qui ont encouragé les petites entreprises à Taiwan étaient inexistantes en Corée du Sud. Premièrement, le crédit était beaucoup moins "naturellement" alloué à travers le marché libre, mais il était, au contraire, "rationné". Les critères qui permettaient aux emprunteurs de satisfaire aux conditions requises pour obtenir un crédit bon marché étaient définis de façon plus précise en Corée du Sud. En outre, la composante concessionnaire et subsidiaire du coût du crédit était de quelques pour cent plus élevée en Corée du Sud qu'à Taiwan. Il était défendu d'emprunter à l'étranger à moins d'une autorisation expresse du gouvernement. De plus, on rapporte que les firmes qui ne "respectaient" pas les restrictions du gouvernement en Corée du Sud avaient de grosses difficultés pour obtenir des prêts. Cela constituait une sanction particulièrement sévère pour des entreprises comme celles de la Corée du Sud, qui comptaient absolument sur des prêts bancaires.

La même philosophie était prédominante en ce qui concerne les avantages fiscaux. Par exemple, la Corée du Sud prévoyait des taux réduits pour l'impôt sur les bénéficiaires, des provisions substantielles pour l'amortissement et les déchets, dans le but de promouvoir les exportations et

l'investissement dans des industries déterminées. Du côté de l'effet dissuasif, les déclarations d'impôt des firmes faisant ce que bon leur semble ne manquaient pas d'être minutieusement examinées.

Ces politiques ont permis de favoriser la création, en Corée du Sud, de firmes dont la taille était plus grande que celles de Taiwan. Scitovsky fait remarquer que les firmes qui "suivaient le pas" faisaient de gros bénéfices et s'agrandissaient en conséquence. Il était extrêmement difficile pour les compagnies naissantes de concurrencer les grandes entreprises favorites du gouvernement, et beaucoup d'entre elles sont tout simplement mortes avant de naître, faute de crédit. En revanche, le nombre réduit de firmes en Corée du Sud a rendu le contrôle exercé par le gouvernement beaucoup plus facile, et il en a renforcé le processus. Ces facteurs avaient tendance à nuire à l'égalité des revenus, et ils étaient responsables d'une partie de l'écart existant entre Taiwan et la Corée du Sud dans cette mesure importante du bien-être social.

L'économie de Taiwan dans les années quatre-vingt

L'année 1981 a marqué un tournant crucial pour l'économie mondiale. La majoration du prix du pétrole, qui semblait alors inexorable, s'est finalement arrêtée et elle est allée vers un déclin brutal à la fois en valeurs nominale et réelle sur les quelques années qui ont suivi. Cependant, au début de la présente décennie, beaucoup des pays industrialisés avancés commençaient tout juste à sortir de la récession. La plupart des pays en voie de développement, surtout ceux d'Amérique latine, devaient supporter le fardeau de leur dette extérieure, et les prospects économiques de l'Argentine, du Brésil et du Mexique n'ont pas tenu leurs promesses et se sont transformés en véritables cauchemars. Dans de telles conditions, la croissance du commerce mondial a ralenti et, dans le monde entier, des sentiments de protectionnisme ont vu le jour.

Néanmoins, au cours de cette période, Taiwan a poursuivi une croissance économique remarquable. Les effets du second choc pétrolier se sont immédiatement répercutés dans l'économie, causant ainsi une augmentation unique dans le niveau des prix, lequel s'est ensuite stabilisé. Le niveau de l'inflation est demeuré bas pendant le reste des années quatre-vingt. Les

exportations ont continué à s'accroître rapidement, et Taiwan a commencé une série d'excédents commerciaux considérables. A la fin des années quatre-vingt, Taiwan avait amassé des réserves officielles en devises étrangères, de 75 milliards de dollars U.S., se plaçant ainsi deuxième derrière le Japon.* La monnaie était alignée sur le dollar U.S. au début des années quatre-vingt, mais la persistance d'énormes excédents commerciaux et la pression exercée par les partenaires commerciaux, spécialement les Etats-Unis, ont abouti à une plus-value continue du nouveau dollar de Taiwan à la fin de 1985. En 1989 il avait augmenté de plus de 40 pour cent par rapport au dollar U.S. (approximativement de 40 nouveaux dollars de Taiwan par dollar U.S. à 25 nouveaux dollars de Taiwan par dollar U.S.). Malgré les majorations écrasantes dans les réserves de devises, et par conséquent dans les rentrées monétaires domestiques, la banque centrale a réussi à maintenir le taux d'inflation à un niveau extrêmement bas.

Les années quatre-vingt ont également connu un profond changement sur la scène politique de Taiwan, qui a eu des ramifications importantes sur l'économie : la loi martiale a été levée, on a éliminé les interdictions frappant les nouveaux partis politiques et les journaux, et on a permis aux citoyens de visiter la Chine continentale pour la première fois en quarante ans. Etant donné une démocratisation accrue dans un climat d'atmosphère politique détendue, les demandes provenant de la main-d'oeuvre et d'autres groupes d'intérêt sont devenues beaucoup plus nombreuses et plus bruyantes. Les arrêts de travail, les grèves et les manifestations sont devenus monnaie courante : Taiwan n'a pas encore développé un mécanisme efficace et méthodique selon lequel les questions sociales et la discorde qu'elles entraînent avec elles seraient résolues sans que les citoyens aient à descendre dans la rue pour protester.

* Cependant, la comparaison avec le Japon est un peu trompeuse, étant donné qu'avant 1987 les ressortissants de Taiwan n'avaient pas le droit de posséder des avoirs à l'étranger sans la permission du gouvernement. Ainsi, les réserves étrangères officielles détenues par la Banque Centrale de Chine à Taipei représentaient le montant total des avoirs étrangers des ressortissants de Taiwan. Par contraste, les biens privés japonais en avoirs étrangers représentent plusieurs fois les réserves officielles étrangères détenues par le gouvernement japonais à la Banque du Japon.

La libéralisation de l'économie, surtout dans le commerce international et les marchés financiers, a poursuivi rapidement sa course depuis le milieu des années quatre-vingt. Les restrictions dans les importations sont maintenant minimales, à l'exception des produits agricoles. Les taux des tarifs ont été considérablement réduits. Les mouvements de capitaux, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ont également été libéralisés. Les projets de privatisation des banques d'Etat ont été approuvés, mais la privatisation et la libération des institutions financières sans la discipline financière qui s'impose peuvent être désastreuses. Taiwan doit prendre garde de ne pas répéter l'expérience que les Etats-Unis ont connue au cours de la débâcle de leurs sociétés de crédit immobilier, une expérience qui leur a coûté très cher.

Dans l'ensemble, Lawrence J. Lau conclut que les prospects d'une croissance économique continue sont prometteurs. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de problèmes, ou qu'ils pourront être facilement résolus ; cela signifie simplement que les dirigeants gouvernementaux de Taiwan ont démontré leur aptitude à apporter les changements nécessités par les conditions. Les dissensions sur l'environnement et la main-d'oeuvre se dissiperont éventuellement avec l'évolution d'un consensus social sur la façon de les traiter. Si l'on détecte un nuage menaçant à l'horizon, il s'agit de la spéculation rampante de la Bourse à Taiwan. Le niveau des prix du marché des changes s'est accru pour atteindre des sommets qui ne pourront être maintenus plus longtemps, et le rapport entre le prix et les dividendes de certaines actions a dépassé 200 : c'est une bulle prête à se crever. Quand cela se produira, il faut espérer qu'elle n'entraînera pas avec elle toute l'économie.

L'économie de la Corée du Sud dans les années quatre-vingt

Les années quatre-vingt ont aussi connu des changements majeurs en ce qui concerne l'économie de la Corée du Sud. Grâce à la combinaison de politiques fiscales et monétaires serrées, ce pays s'est remis de la récession et de l'inflation de 1980 et 1981. Il en a résulté que le taux d'inflation a décliné, passant d'un taux qui excédait 20 pour cent annuellement en 1980 et 1981 au niveau très bas, d'un seul chiffre, du milieu des années

quatre-vingt. Malgré des politiques fiscales et monétaires serrées, la croissance économique au cours de cette période est restée très forte. On peut en partie attribuer cette croissance constante à la dévaluation continue du won sud-coréen en valeurs réelles au début des années quatre-vingt. Le prix mondial du pétrole et les taux d'intérêt internationaux en baisse y ont aussi contribué. En outre, vers le milieu des années quatre-vingt, la plus-value considérable du yen japonais par rapport au dollar U.S. et au won sud-coréen a permis à la demande de passer du Japon à la Corée du Sud et elle a été partiellement responsable des fortes performances de l'économie de la Corée du Sud.

Dans les années quatre-vingt, le gouvernement de Taiwan a réévalué et supplanté sa philosophie selon laquelle le "gigantesque est beau". De plus gros efforts ont été faits pour faciliter l'entrée dans des industries variées afin que les firmes sud-coréennes soient concurrentielles sur les marchés domestiques et d'exportation. Les banques commerciales, qui ont joué un rôle tellement important dans le financement de la croissance des grands conglomérats sud-coréens, ont été dénationalisées, et le marché financier a été graduellement libéré. Les importations ont été libéralisées par l'élimination des restrictions et la réduction des tarifs. On a attaché beaucoup plus d'importance à la distribution des revenus et au bien-être social qui sont devenus les objectifs des politiques gouvernementales, spécialement sous la présidence de Roh Tae Woo.

Vers le milieu des années quatre-vingt, deux événements marquants se sont produits. Premièrement, le compte courant sud-coréen est passé d'une position déficitaire chronique à une position excédentaire. Deuxièmement, les taux de l'épargne domestique se sont considérablement accrus, et pour la première fois depuis la Guerre de Corée, ils ont dépassé le taux d'investissement. Pour la Corée du Sud c'était le début du procédé de transformation que connaît un débiteur international qui devient créateur.

Toutefois, avec la démocratisation accrue de la Corée du Sud, la population active est devenue beaucoup plus agitée et exigeante. Les grèves industrielles sont devenues de plus en plus courantes et acharnées vers la fin des années quatre-vingt. De plus, Sung Yeung Kwack identifie trois autres questions économiques que l'économie sud-coréenne doit affronter de nos jours : 1) Comment contrecarrer les sentiments protectionnistes à l'étranger de façon à maintenir la croissance continue des exportations. 2)

Comment favoriser une concurrence domestique accrue et améliorer ainsi la distribution des revenus de même que l'efficacité économique. 3) Et enfin, comment les firmes sud-coréennes peuvent-elles réduire la proportion de leurs fonds propres par rapport à leur dette et de cette façon accroître leurs chances de succès et leur compétitivité à long-terme.

Quelques commentaires pour conclure

Considérant rétrospectivement le dernier quart de siècle, peut-on identifier les raisons de la réussite de Taiwan et de la Corée du Sud ? Lawrence J. Lau examine cette question importante dans le dernier chapitre et trouve qu'il y a eu une épargne importante, une accumulation de capital et une croissance de la main-d'oeuvre pour les deux économies. Toutefois, dans d'autres pays, des taux d'investissement pareillement élevés n'ont pas lancé l'économie. Il faut donc en chercher la cause ailleurs. Il faut reconnaître le grand mérite du remplacement de la substitution aux importations par la promotion des exportations, ainsi que le maintien de taux d'intérêt réalistes (la Corée du Sud n'a pas adhéré aussi étroitement à cette politique que Taiwan). Néanmoins, beaucoup d'autres pays tels que le Brésil et le Mexique ont également essayé de promouvoir l'exportation, et quelques uns ont réussi pendant un certain temps, mais la plupart ont échoué quant à un démarrage vers une croissance soutenue. On a aussi attribué la réussite de Taiwan et de la Corée du Sud à la nature autoritaire de leur gouvernement. Sans aucun doute, le fait d'avoir un gouvernement qui peut prendre d'une manière décisive des décisions effectives pour la société, présente un avantage considérable, mais les "cas désespérés" de l'économie mondiale sont gouvernés par des régimes autoritaires.

Lau identifie les trois facteurs essentiels communs à la réussite de Taiwan et de la Corée du Sud comme étant, premièrement, la confiance dans l'entreprise privée, deuxièmement, l'établissement de l'autorité de la loi dans le domaine économique, et troisièmement, l'existence de la concurrence domestique et internationale. Qui plus est, ces trois facteurs doivent être présents en même temps. L'entreprise privée sans la concurrence donnera lieu à des monopoles privés présentant probablement, pour l'efficacité de l'allocation, des conséquences plus graves que les mono-

poles publics. C'est seulement à cause d'une concurrence réelle ou potentielle que les entrepreneurs privés doivent démontrer leur efficacité s'ils veulent faire des bénéfiques. L'autorité de la loi garantit que les résultats de cette efficacité ne leur seront pas enlevés arbitrairement, directement par le gouvernement ou indirectement par d'autres entreprises bénéficiant de privilèges spéciaux ou de bonnes relations avec le gouvernement.

Quels sont les prospects de croissance future à Taiwan et en Corée du Sud ? En dépit des problèmes actuels qui sont nombreux, tels que l'environnement, la main-d'oeuvre et les questions encore plus importantes relatives à un mécanisme méthodique qui permettrait de résoudre les conflits sociaux et d'arriver à un consensus dans les politiques sociales, Lau demeure optimiste. La plupart des gens à Taiwan et en Corée du Sud sont des pragmatistes. Ils se rendront bientôt compte que la confrontation et la non-coopération nuisent aux intérêts de tous et que l'accommodation et la coopération sont des stratégies constructives. A ce sujet, l'expérience du développement japonais est plein d'espoir. Bien que les relations patrons-ouvriers soient largement admirées de nos jours, la paix industrielle est réellement un phénomène relativement récent au Japon. Au début des années soixante, la scène industrielle japonaise était l'objet de grèves longues et souvent acharnées, semblables à celles qu'on peut actuellement observer dans les deux économies qui nous préoccupent, surtout en Corée du Sud. Cependant, elles semblent aujourd'hui toutes distantes et largement oubliées.

En outre, le niveau élevé du capital humain dans ces deux économies va contribuer à augmenter leurs niveaux technologiques—leurs taux d'inscriptions dans les établissements dont le niveau d'enseignement est postérieur au niveau secondaire sont les plus élevés au monde. Ces deux pays amélioreront leurs industries au fur et à mesure que le coût de la main-d'oeuvre et les taux de change continueront à monter. Déjà, le coût de la main-d'oeuvre à Taiwan n'est plus tellement bas en comparaison avec d'autres économies nouvellement industrialisées et celles en voie de le devenir, et il monte progressivement en Corée du Sud. Une restructure des industries a déjà commencé, spécialement à Taiwan.

Sous beaucoup d'autres aspects, les deux économies restent différentes. Taiwan continue à mieux contrôler l'inflation que la Corée du Sud. Le nouveau dollar de Taiwan a pu davantage être réévalué que le won

sud-coréen. La Corée du Sud est en train de considérer, une fois de plus, une dévaluation du won de manière à maintenir la concurrence internationale. En même temps, il semble qu'il y ait une certaine convergence dans leurs politiques économiques. La Corée du Sud a commencé à prêter beaucoup plus d'attention à la distribution des revenus et au bien-être social, et Taiwan a commencé à poursuivre une politique industrielle plus active à l'aide d'un financement gouvernemental de projets majeurs de recherche et de développement.

Quelle direction Taiwan et la Corée du Sud peuvent-ils prendre maintenant ? Ces deux économies devraient essayer de trouver leur propre chemin en tenant compte de leur histoire et de leur culture respectives. Les états de l'Europe occidentale qui pratiquent le bien-être social, tels que les pays scandinaves, l'Allemagne de l'Ouest et le Royaume-Uni, ne sont pas de bons modèles à imiter. Quand les ouvriers ne sont pas incités à travailler, les consommateurs ne sont pas incités à économiser, les entrepreneurs ne sont pas incités à être efficaces, et les investisseurs ne sont pas incités à investir, et d'une manière plus générale, quand les gens ne sont pas incités à prendre la responsabilité de leur propre bien-être, l'économie et la société se trouvent dans une situation difficile. Le Japon ne donne pas le meilleur exemple non plus. Bien qu'il n'y ait aucun doute que, mesuré en dollars U.S., le Japon ait un revenu par tête plus élevé que celui des États-Unis, la plupart des Japonais s'empresseront de reconnaître que leur standard de vie est encore bien loin d'égaliser celui des Américains. Cette situation provient de distorsions sévères dans l'allocation des ressources de l'économie japonaise, distorsions qui ne peuvent pas facilement être corrigées à cause des droits acquis développés au cours de nombreuses années. Ces distorsions se manifestent dans les prix des denrées alimentaires, du logement, et autres biens de consommation, prix qui sont extrêmement élevés par rapport au reste du monde. Il est important que Taiwan et la Corée du Sud évitent les mêmes distorsions. Le fait qu'ils pourraient très bien finir comme le Japon d'aujourd'hui, avec un revenu nominal très haut par tête mais un standard de vie réel peu élevé pour le citoyen moyen, constitue un véritable danger.

Un mot sur les collaborateurs de cet ouvrage

LAWRENCE R. KLEIN, Lauréat du Prix Nobel en Sciences Economiques, est professeur de sciences économiques à l'Université de Pennsylvanie. Auteur de nombreux textes originaux en économétrie, en économie, en prévisions, en prédictions et en macro-économie, il a également édité des revues académiques et il a servi de conseiller ou de consultant pour de nombreux instituts de recherche et de groupes d'experts gouvernementaux. Il est fondateur du Projet LINK et de Wharton Econometric Forecasting Associates, Inc.

SUNG YEUNG KWACK est professeur de sciences économiques à l'Université Howard. Parmi ses positions précédentes, on peut citer sous-directeur de l'Office of Econometric Balance of Payments, à la direction du Trésor aux Etats-Unis, économiste pour le Federal Reserve Board, chercheur en chef et directeur de la recherche au SRI International, à Arlington, en Virginie, et économiste en chef et directeur du Center for Pacific Basin Studies, Wharton Econometric Forecasting Associates, Inc. En plus d'enseigner au niveau du troisième cycle, de publier de nombreux articles, et d'intervenir dans des séminaires et des conférences, il est l'investigateur principal pour le Financial Intermediation Project.

Ces personnes ont apporté leur collaboration à la rédaction du livre *Models of Development* d'où est extrait le présent sommaire exécutif.

LAWRENCE J. LAU est professeur de sciences économiques à l'Université Stanford. Il a reçu de nombreux honneurs, des prix et des bourses, il a été consultant en sciences économiques et en gestion pour beaucoup d'organisations, et il a édité plusieurs livres et des revues académiques. Parmi ses nombreuses publications en théorie économique, en développement économique, en économétrie, sur les études de l'Asie de l'Est et sur l'économie agricole, figure *Farmer Education and Farm Efficiency* (L'éducation du fermier et l'efficacité agricole) (avec D.T. Jamison, 1982).

RAMON H. MYERS est expert-conservateur de la collection de l'Asie de l'Est et il est attaché principal à l'Institution Hoover de l'Université de Stanford. L'auteur de nombreux articles et de revues sur l'ordre international de l'Asie de l'Est, sa sécurité, son développement économique, et sa modernisation socio-politique, ses récentes publications comprennent *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945* (L'empire colonial japonais) (co-édité avec M. Peattie, 1984), *The Japanese Informal Empire in China, 1895-1937* (L'empire japonais non officiel en Chine) (co-édité avec P. Duus et M. Peattie, 1989), *Defending an Economic Superpower: Reassessing the U.S.-Japan Security Alliance* (A la défense d'une superpuissance économique : réexaminer le traité de paix entre les Etats-Unis et le Japon) (avec T. Kataoka, 1989), et *Last Chance in Manchuria: The Diary of Chang Kia-NGau* (La dernière chance en Mandchourie : le journal de Chang Kia-NGau) (co-édité avec D. Gillin, 1989).

TIBOR SCITOVSKY est professeur honoraire en sciences économiques à l'Université Stanford et à l'Université de Californie à Santa Cruz. Auparavant, il était professeur de sciences économiques à l'Université de Californie à Berkeley, à l'Université Yale, et à la London School of Economics. Il a également exercé les fonctions d'économiste pour le Ministère du Commerce aux Etats-Unis et celles de chercheur attaché au Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) à Paris. En plus de nombreux articles, il a écrit *Money and the Balance of Payments* (La monnaie et la balance des paiements) (1969), *Industry and Trade in Some Developing Countries* (L'industrie et le commerce dans certains pays en voie de développement) (avec I. Little et M. Scott, 1970), et *The Joyless Economy* (L'économie sans joie) (1976).

Conseil Académique du CIDE

- Abel G. Aganbegyan
*Academy of National Economy,
Russia*
- Michael J. Boskin
Stanford University, USA (on leave)
- Hakchung Choo
Asian Development Bank, Philippines
- Rudiger Dornbusch
*Massachusetts Institute of
Technology, USA*
- Ernesto Fontaine
*Pontificia Universidad Católica de
Chile, Chile*
- Herbert Giersch
*Kiel Institute of World Economics,
Germany*
- Francisco Gil Diaz
Ministry of Finance, Mexico
- Malcolm Gillis
Duke University, USA
- Arnold C. Harberger
*University of California, Los Angeles,
USA*
- Helen Hughes
*Australian National University,
Australia*
- Shinichi Ichimura
Osaka International University, Japan
- Glenn Jenkins
*Harvard Institute for International
Development, USA*
- D. Gale Johnson
University of Chicago, USA
- Roberto Junguito
Banco Sudameris, Colombia
- Yutaka Kosai
*Japan Center for Economic Research,
Japan*
- Anne O. Krueger
Duke University, USA
- Deepak Lal
*University of California, Los Angeles,
USA*
- Yuan-zheng Luo
China
- Ronald I. McKinnon
Stanford University, USA
- Charles E. McLure, Jr.
Hoover Institution, USA
- Gerald M. Meier
Stanford University, USA
- Seiji Naya
University of Hawaii, USA
- Juan Carlos de Pablo
DEPABLOCONSULT, Argentina
- Affonso Pastore
Universidade de São Paulo, Brazil
- Gustav Ranis
Yale University, USA
- Michael Roemer
*Harvard Institute for International
Development, USA*
- Leopoldo Solís
*Instituto de Investigación Económica
y Social Lucas Alamán, Mexico*
- David Wall
University of Sussex, United Kingdom
- Richard Webb
*Pontificia Universidad Católica del
Perú, Peru*
- James Worley
Vanderbilt University, USA